

Questions orales

M. Marchand (Langelier): Je vais essayer, monsieur l'Orateur.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA TAXE SUR L'HUILE À CHAUFFE EN
COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Albert Bécharde (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais, en son absence, je la poserai au premier ministre.

Selon mes renseignements, la Colombie-Britannique est la seule province canadienne à imposer une taxe sur l'huile à chauffe. Le premier ministre voudrait-il suggérer au gouvernement socialiste de la Colombie-Britannique de bien vouloir abolir immédiatement cette taxe, dans l'intérêt du consommateur?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il s'agit évidemment d'instances.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LES STOCKS D'ÉTHYLÈNE POUR LA FABRICATION DES
MATIÈRES PLASTIQUES ET DES RÉSINES—LES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA
CONSTRUCTION D'USINES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu l'extrême pénurie d'éthylène au Canada, signalée au ministère il y a déjà longtemps, et comme la pénurie de matières plastiques et de résines va s'aggraver maintenant au pays, le ministre pourrait-il nous dire quelles mesures son ministère prend actuellement pour assurer aux Canadiens qui utilisent ces produits chimiques qu'ils disposeront d'approvisionnements suffisants? Nous dirait-il également quelles dispositions il prend avec son collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et l'Office national de l'énergie, en vue de la mise en place des usines d'éthylène proposées en plus de celle dont il a parlé ce matin?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, c'est là une question d'ordre très général. A cause de cela, peut-être pourrai-je dire tout d'abord que nous avons pris plusieurs dispositions, de concert avec les compagnies, et discuté avec elles de leurs projets concernant la production pétrochimique au Canada. Voilà pourquoi j'ai accueilli avec joie au début de la journée l'annonce au sujet du projet SOAP. Nous avons également discuté d'un projet semblable avec les parties intéressées à Edmonton et dans la région environnante. Comme le député le sait, le Canada est nettement un importateur de produits pétrochimiques et c'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour assurer les approvisionnements voulus aux utilisateurs de matières plastiques au Canada.

[M. Thomas (Moncton).]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'INSTALLATION TARDIVE D'UN HÔPITAL DE CAMPAGNE
POUR LE CONTINGENT CANADIEN DE LA FUNU

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celles que le député de Prince Edward-Hastings a posées au ministre de la Défense nationale. Dans la déclaration expliquant l'incident dont a parlé le député de Prince Edward-Hastings, le ministère fait état, à ma grande surprise, du fait que près de six semaines se sont écoulées entre le moment où on a d'abord signalé que les militaires canadiens feraient partie de cette force et celui où l'hôpital de campagne est arrivé en Égypte, en dépit du fait que nous sommes censés disposer d'une force extrêmement mobile et en mesure d'agir rapidement. Le ministre pourrait-il nous expliquer cela?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire que le premier contingent disposait de toutes les installations sanitaires nécessaires pour un groupe de cette importance, soit 400 hommes. L'hôpital était prévu dès le début de l'opération, et il faut un peu plus longtemps pour transporter un hôpital de 20 unités, ainsi qu'un matériel chirurgical, qu'il n'en faut pour déplacer des troupes.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous avons atteint la fin de la période des questions. Le député peut poser une question supplémentaire, puis nous passerons à l'ordre du jour.

M. Rowland: Monsieur l'Orateur, cette explication ne me satisfait pas. Les troupes ont généralement besoin d'hôpitaux. Mais j'aimerais demander au ministre s'il pourrait s'entretenir avec le leader du gouvernement à la Chambre de la possibilité de renvoyer cette question, c'est-à-dire l'éventuelle insuffisance des installations sanitaires canadiennes au Moyen-Orient, au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, aux fins d'étude et de rapport, afin d'éclaircir cette question?

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, je serai très heureux, en ce qui concerne le ministère de la Défense nationale, de comparaître devant le comité, car je crois que les services médicaux qui ont été fournis sont satisfaisants et ont été soigneusement prévus. Cependant, je devrai parler au leader de la Chambre avant de prendre de telles dispositions.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

BILL CONCERNANT LA PROTECTION DE LA VIE
PRIVÉECRÉATION DES INFRACTIONS AYANT RAPPORT À
L'INTERCEPTION DE COMMUNICATIONS PRIVÉES AU
MOYEN DE CERTAINS DISPOSITIFS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 29 novembre, du bill C-176, tendant à modifier le Code criminel, la loi sur la responsabilité de la Couronne et la loi sur les secrets officiels, dont le comité permanent de la justice et des questions juridiques a fait rapport avec propositions d'amendement, ainsi que de la motion n° 22 (M. Leggatt).

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. Elle a trait au compte rendu de propos